

Comité français Pierre de Coubertin

Le sport français sous la III^e République

Tome 1

Des hommes et des institutions

Textes recueillis par Claude Piard



Héritage et mémoire des associations

L'Harmattan

sportive au niveau national au moins jusqu'à la Grande Guerre. Il remplit un rôle de ministère des sports, absent alors, mais cependant souvent évoqué, en créant un siège social et un conseil d'administration commun au Comité olympique français rattaché au CNS. Frantz Reichel en reste secrétaire général sous la présidence de Justinien Clary.

Il est, à ce titre, secrétaire du Comité d'organisation des jeux olympiques (COJO) de Paris en 1924 et de Chamonix, président de la Fédération française de hockey et de la fédération internationale. Toujours pour combattre l'hégémonie olympique, il crée un Bureau des fédérations internationales en 1919 à Lausanne avec son compère Paul Rousseau, mais qui finira par décliner de lui-même 10 ans plus tard. En 1919, il renonce à la présidence du SCUF pour celle du comité qui amène la création de la Fédération française de rugby à XV (FFR). Il fonde, en 1924, la Fédération française de baseball qu'il préside de 1924 à 1931 et celle de hockey sur gazon qu'il préside de 1926 à 1932. Il accède en 1925 à la présidence de la fédération internationale de cette dernière discipline (FIH) créée un an plus tôt. Dans les deux cas, il y succède à Paul Léautey et assume ces deux charges jusqu'à son décès. Pour honorer son esprit de loyauté, la FFR donne son nom au championnat de France junior de rugby (Coupe Frantz Reichel) en 1931. Le journal *l'Auto* récapitule en 1926 les différentes fonctions alors occupés par Frantz Reichel et lui reconnaît, sept titres de présidents, cinq de secrétaire général, un de vice-président et cinq de membre.

Frantz Reichel voit ses efforts s'écrouler lorsque la Fédération française de football association décide de reconnaître et de réglementer le professionnalisme qu'il veut ignorer depuis plus de quarante ans. Il abandonne alors le Comité national des sports et son poste de secrétaire général en 1931. Sa vie s'achève au moment où les affaires du rugby professionnel se développent et que l'affaire

Ladoumègue éclate étalant devant lui le spectacle intolérable du professionnalisme. Frantz Reichel s'éteint à l'âge de 61 ans, le 24 mars 1932 dans les locaux du *Figaro* d'une rupture d'anévrisme laissant un fils, Marcel, lui-aussi journaliste. Sa devise personnelle, *Tout pour le bien, le beau et le vrai*, reflète bien son engagement inflexible qu'il a cru possible de développer au travers d'une philosophie particulière du sport. Il considère ce dernier comme un *moyen de s'améliorer et non un moyen de parvenir* et s'élève contre les *manifestations tapageuses, les champions-vedettes et les tournois où l'on se presse comme au spectacle*. Certes, avec une telle posture, il *n'était pas de ceux dont on peut dire qu'il n'avait que des amis*. Pour autant, peut-on affirmer que *s'il comptait nombre d'adversaire, il n'avait point d'ennemis*? La lecture de certains de ses contradicteurs peut conduire à en douter. Quoiqu'il en soit, son éthique dépasse largement le sport. En 1914, et bien que dégagé de toute obligation militaire, il s'engage dès le début des hostilités. Promu lieutenant d'infanterie, il obtient la croix de Guerre 1914-1918 et la Légion d'honneur à titre militaire. Il est fait officier de la Légion d'honneur en 1925.

Jean-François Loudcher
Professeur des Universités Bordeaux
Frédéric Loyer
UFR STAPS Caen

Jules Rimet (1873-1956)

De fait, si le football est actuellement le sport le plus populaire du monde, et la Coupe du monde l'un des plus grands événements sportifs internationaux, il le doit en partie au fruit de l'engagement de Jules Rimet. Celui-ci a

œuvré durant quatre décennies à la tête de la *Fédération Internationale de Football-Association* (FIFA), le plus long mandat à ce jour à la tête de l'organisation. Sa présidence correspond à un moment charnière de l'histoire de la FIFA dans un contexte d'affirmation du football dans les espaces nationaux du jeu (démocratisation, professionnalisation, institutionnalisation) ainsi que d'une intensification de sa mondialisation notamment en Amérique du sud et centrale et en Asie.

Jules Rimet est né le 24 octobre 1873 à Theuley en Haute-Saône. Ses parents sont commerçants et ils donnent à leurs cinq enfants (trois garçons et deux filles) une éducation empreinte de catholicisme. A l'âge de onze ans, il monte à Paris afin de les rejoindre, ceux-ci l'ayant précédé pour essayer de développer les bénéfices de leur activité de commerce de détail. Alors qu'il va bientôt se découvrir une passion pour l'organisation du football et qu'il travaille beaucoup avec son père, le jeune homme poursuit en parallèle ses études jusqu'à obtenir une licence de droit. De par sa formation et sa profession, il travaille durant de nombreuses années dans un important cabinet de contentieux parisien, Jules Rimet paraît donc être lié à un courant plutôt libéral, même s'il faut se garder de toute simplification en la matière. Par ailleurs, il s'affirme, du moins dans sa jeunesse, comme un sympathisant du *catholicisme social* et collabore à la revue *Le Sillon* dirigée par Marc Sangnier, un des leaders du mouvement. En raison sans doute de son éducation et de ses relations tissées dans les quartiers populaires parisiens, Jules Rimet semble se situer dans la vaste et hétéroclite catégorie des modérés, entre l'intransigeance des catholiques contre-révolutionnaires et l'anticléricalisme républicain du tournant du 20^e siècle. Le natif de Theuley n'échappe pas à la vague de patriotisme qui précède le premier conflit mondial. Ainsi, et comme beaucoup d'autres acteurs du

domaine sportif, il s'engage volontairement dans la guerre. Sans guère d'expérience combattante, hormis une année de service militaire en 1895, il est mobilisé, dès le 2 septembre, comme soldat de deuxième classe dans la réserve de l'armée territoriale, avant de grimper les échelons, jusqu'à devenir commandant de compagnie de mitrailleuses à la fin du conflit. Les horreurs de la guerre vont durablement marquer le personnage et en particulier influencer sur sa manière de gérer les affaires sportives, dans lesquelles il s'est engagé avec force dès la fin du 19^e siècle.

Un dirigeant majeur du sport français

La carrière de dirigeant de Jules Rimet débute en 1897, lorsqu'il fonde le *Red star club*, un club de classes moyennes en émergence (fonctionnaires, commerçants, hommes de loi) qui s'ouvrira aux classes populaires après son déménagement à Saint-Ouen en 1909. Dès ces premiers moments et jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, le *Red star* appartient à l'*Union des sociétés françaises de sport athlétiques* (USFSA). Pour autant, Jules Rimet n'adhère pas à son dogmatisme sur la question de l'amateurisme. Dans le cadre d'une lutte d'influence institutionnelle, la *Fédération gymnique et sportive des patronages de France* (FGSPF) – catholique – crée le *Comité français interfédéral* (CFI) en 1907, avec pour ambition de permettre à ses membres de sortir de la situation d'illégalité dans laquelle se trouve alors le football français. En effet, les règlements de l'USFSA réservent les rencontres internationales à ses clubs et joueurs. Or, la situation est complexe, car plusieurs autres institutions françaises organisent des rencontres internationales de football. Dans l'incapacité de prouver qu'elle est la seule fédération responsable de la pratique du football en France, l'USFSA est exclue de la FIFA lors du congrès de 1908. Suite à différentes rencontres organisées par le CFI, celui-ci devient membre provisoire de la FIFA en 1908, avant une

acceptation définitive en 1910. Si la Première Guerre mondiale constitue un moment clé dans le développement du football en France, Jules Rimet ne participe pas directement aux premières tentatives d'institutionnalisation d'une coupe de France en 1917, dont l'initiative revient aux patronages catholiques, agissant contre l'USFSA. On le retrouve néanmoins très actif dès 1919, lorsque le lundi 7 avril est créée la *Fédération Française de Football Association* (FFFA), dont il prend la présidence – qu'il conservera trente ans durant, alors que le Secrétariat Général échoit à Henri Delaunay. Mais, il faut encore souligner que dans ces années, Rimet n'occupe pas seulement dans le milieu du ballon rond et se pose véritablement comme un personnage central du sport hexagonal. Son ambition l'amène même à s'engager dans l'arène politique en visant la députation en 1927, par laquelle il envisage de défendre les intérêts sportifs à l'Assemblée, mais qu'il ne réussit pas à décrocher.

La présidence du CNS

Il poursuit son engagement dans le cadre du *Comité national des sports* (CNS), dont il devient le président en 1931. A ce moment, il remplace Gaston Vidal, ancien sous-secrétaire d'État (1921-1924) qui fut très actif dans l'organisation des Jeux olympiques de Paris en 1924 et aussi le dernier président de l'USFSA au moment de sa dissolution en 1920. En 1931, Vidal est poussé à la démission en raison de son implication – finalement non-avérée – dans l'un des scandales les plus retentissants des dernières années de la III^e République, l'affaire Oustric-Péret. S'il est difficile d'apporter des preuves très fermes sur les raisons du choix du CNS, il semble que Jules Rimet incarne alors un apolitisme sportif en pleine affirmation et qu'il représente une nouvelle génération de dirigeant sportif désormais moins directement impliqué dans les affaires politiques de leur temps.

Le CNS se donne pour ambition le développement de la pratique sportive, la collaboration entre les différentes fédérations sportives issues de l'éclatement de l'USFSA ; la préparation des Jeux olympiques (sans se substituer au *Comité olympique français*) et parfois du lobbying politique. Sur ce point, soulignons d'ailleurs que Rimet obtient, quelques mois seulement après son élection en novembre 1931, un soutien de près de 30 millions de francs pour développer les infrastructures sportives à travers le pays, octroyé par le président du conseil, Pierre Laval. Dès lors et même si au regard de son programme, les résultats seront en deçà de ceux escomptés, le CNS n'en reste pas moins une institution importante du système sportif français et Rimet un dirigeant très actif.

S'il contribue à l'acceptation du professionnalisme dans les sphères dirigeantes du sport français dans les années 1930, Jules Rimet va encore jouer un rôle clé dans le cadre du CNS – devenu *Comité d'éducation physique et des sports* (CEPS) sous le Front populaire – lorsque celui-ci devient un organe important de la Révolution nationale de Vichy et de sa politique sportive. S'il ne participe pas à la définition de la politique du régime et ne semble pas avoir collaboré activement, nul doute qu'il ne soit pas personnellement favorable au contenu de cette politique, notamment lorsqu'elle proscrie les rémunérations pour les sportifs et étatisé la gestion du champ sportif. Pourtant, Jules Rimet ne démissionne pas et cherche même à protéger son sport, en obtenant que les nouvelles règles de l'État français sur l'amateurisme ne s'appliquent qu'après un délai de trois ans. Dirigeant majeur du sport français de l'entre-deux-guerres, Jules Rimet se pose aussi comme un dirigeant de premier plan dans l'arène internationale sportive et notamment au sein de la FIFA, dont il est le président depuis le début des années 1920.

Le football international et la Coupe du monde

Les conditions de l'accession de Jules Rimet à la tête de la FIFA demeurent assez floues, notamment compte tenu des lacunes archivistiques entourant la vie de l'institution au lendemain de la guerre. En effet, sa nomination a lieu lors d'un officieux congrès organisé à Anvers pendant les Jeux olympiques, celle-ci devenant officielle au 1^{er} janvier 1921. Dans les faits, au début des années 1920, la FIFA reste une modeste organisation. Elle n'a pas encore de secrétariat fixe et elle n'organise pas de compétitions en son nom. En effet, l'épreuve phare de l'époque est le tournoi olympique, qu'elle gère, depuis 1921, pour le compte du *Comité international olympique* (CIO). La seconde moitié des années 1920 constitue alors une première période charnière dans la transformation de la gouvernance de la Fédération internationale et surtout par les décisions amenant à l'organisation de la première Coupe du monde en 1930.

Au crépuscule de son parcours, Jules Rimet s'est investi personnellement dans la construction d'un récit mythologique de la création de la Coupe du monde en publiant une *Histoire merveilleuse de la Coupe du monde*. Il y avance que le projet serait né par hasard aux détours d'une conversation entre lui-même et Enrique Buero - diplomate uruguayen, représentant son pays lors des Congrès de la FIFA - en 1925 à Genève. A l'aune de travaux récents, il semble pourtant que l'accélération des démarches visant à créer une compétition internationale de football, soit aussi la résultante d'une concurrence entre certains dirigeants du football et Jules Rimet lui-même. Il s'agit en particulier d'Hugo Meisl, dirigeant autrichien et promoteur du football professionnel à Vienne qui représente les intérêts et ambitions de ses amis de la puissante Europe centrale du football. Suite à la proposition de certains de ces pays, concrétisée lors d'une conférence tenue à Prague à

l'automne 1926, de créer une compétition européenne Jules Rimet se montre très prudent. Défenseur d'un universalisme sportif, il renvoie les discussions dans le cadre d'une commission officielle de la FIFA. Dans ce cadre, et dès le mois de février 1927, Henri Delaunay poursuit les réflexions, notamment avec Hugo Meisl ou encore Gabriel Bonnet, même si la FIFA ne semble pas encore encline à entrer en matière.

Pourtant, sous l'impulsion de Jules Rimet, le projet de compétition semble lancé, ce que confirment les résolutions des congrès de 1928 et 1929, qui fixent à la fois le fonctionnement, le lieu et l'organisation d'une Coupe du monde, qui devra rassembler les équipes de toutes les associations membres de la FIFA. Il faut dire que parallèlement un conflit est ouvert entre la Fédération internationale, plutôt favorable au professionnalisme, et le CIO, dont les dirigeants se font les défenseurs de l'amateurisme. En conséquence, la participation du football aux Jeux olympiques est menacée et l'idée de créer sa propre compétition permet à la FIFA autant d'assurer une épreuve mondiale en football que de s'autonomiser vis-à-vis de la tutelle du Comité olympique. La commission Delaunay-Bonnet-Meisl, aussi *commission d'organisation de la Coupe du monde*, poursuit ses travaux et, après avoir entériné la coparticipation des amateurs et des professionnels à l'automne 1928, elle planifie la question de la répartition des recettes dès le début de l'année 1929. Cette même année, le congrès décide également d'organiser le tournoi en Uruguay, après que les Pays-Bas, la Suède, l'Argentine, la Hongrie, l'Italie et l'Espagne aient retiré leurs propres candidatures.

Jules Rimet ne peut donc pas être présenté comme l'unique promoteur de la Coupe du monde. De fait et malgré la confusion induite par la désignation de la compétition a posteriori comme la Coupe du monde – Jules

Rimet entre 1950 et 1970, il faut cependant souligner que son universalisme pèse sur la volonté d'organiser une épreuve mondiale dès 1930. Si elle n'est pas immédiatement l'évènement mondial espéré et si la couverture médiatique en Europe est limitée, notamment en raison de la distance entre les deux continents, la Coupe du monde de 1930 marque un véritable changement pour la Fédération internationale, en lui apportant de nouveaux gains, mais en initiant aussi une réorganisation de la structure de l'institution.

Rapprocher les peuples par le ballon rond

Un secrétaire fixe est alors engagé, en la personne du très diplomatique Ivo Schricker, personnage important, car il va s'avérer être le bras droit du président français durant plus de vingt ans. De plus, avec le tournoi, l'institution affirme son rôle comme vecteur d'un rapprochement entre les peuples, ambition fortement défendue par Rimet lui-même, lequel publiera une sorte de testament politique intitulé *Le rôle du football dans le rapprochement des peuples*, à la veille de sa mort. Pour lui, la politique se doit d'être neutralisée au maximum. C'est pourquoi, durant les mois qui précèdent les Jeux olympiques de Berlin en 1936, il fait partie de ceux qui vont s'opposer à la participation des athlètes français, soulignant la *signification extra-sportive des JO à Berlin* (comme le relate un article du journal *L'Humanité* en mars 1936).

Considérant la Fédération internationale comme une sorte de société (sportive) des nations, par analogie avec la *Société des Nations* installée à Genève, Rimet joue un rôle important dans l'apaisement de certains conflits, qu'ils s'expriment à l'intérieur même de la FIFA ou entre états. A ce titre, le voyage qu'il effectue de l'autre côté de l'Atlantique, en 1939, afin de favoriser les liens, parfois tendus, entre sud-américains et européens est particulièrement apprécié. La décennie 1940 est

évidemment fondamentale, car traversée par de tensions politiques aux conséquences importantes sur le football. Alors qu'il s'était fait plutôt discret durant les hostilités, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, une nouvelle fois, Jules Rimet s'impose en fin diplomate. Il tente autant de consolider la structure de la FIFA (en développant son secrétariat) que d'essayer d'effacer les traces de la guerre en engageant rapidement de nouvelles rencontres entre dirigeants des associations européennes. A ce titre, il se montre ouvert au retour des britanniques, qui ont quitté la FIFA pour des divergences sur la question de l'amateurisme en 1927, ainsi qu'aux soviétiques. De même, il est moins vigoureux que plusieurs de ses collègues sur le sort de l'Allemagne, finalement exclue de la Fédération. Sa fin de mandat est néanmoins délicate. Outre des soucis de santé, et après avoir perdu successivement la présidence du CEPS en 1947 et la présidence de la FFFA en 1949, il voit la FIFA connaître une nouvelle réorganisation à laquelle il s'est opposé notamment sur la création d'organismes continentaux. De fait, il préfère se retirer des affaires internationales lors du congrès de 1954, durant lequel il est nommé président d'honneur de la FIFA par acclamation, signe de son aura toujours forte au sein de l'institution. Il décède le 23 octobre 1956 à Paris, à la veille de son 87^{ème} anniversaire.

Grégory Quin et Philippe Vonnard
Université de Lausanne

Henri Delaunay (1883-1955)

Né en 1883 dans la région parisienne, Henri Delaunay est issu de la petite bourgeoisie locale. Son père officie en